



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°26 – du 27 août au 2 septembre 2021

## En bref

La Banque d'Angleterre a nommé un ancien chef économiste de Goldman Sachs et ancien DG adjoint à la BCE, Huw Pill, pour succéder à Andy Haldane au poste de chef économiste et membre du comité de politique monétaire.

La première émission de gilts verts sera lancée par syndication dans la semaine du 20 septembre 2021, avec une date de maturité au 31 juillet 2033. L'agence de gestion de la dette britannique envisage une seconde émission mi-octobre.

## Actualité macro-économique

**L'économie britannique a crû de 4,8 % au T2 2021** – Le PIB a augmenté de 1 % en juin en glissement mensuel, portant à 4,8 % la croissance trimestrielle, après une contraction de 1,6 % au premier trimestre. Le PIB reste encore inférieur de 4,4 % à son niveau du T4 2019. La croissance du T2 a été réalisée principalement grâce à la consommation privée (+ 7,3 %) et publique (+ 6,1 %). La formation brute de capital fixe a reculé de 0,5 % (- 9,7 % pour l'investissement public

contre + 2,4 % pour l'investissement privé). Du côté de l'offre, le secteur des services a crû de 5,7 %, l'industrie de 0,5 % et le secteur de la construction de 3,3 %. La croissance semble avoir ralenti en juillet et août, en raison de la résurgence de cas positifs au Covid-19 qui aurait déprimé le secteur des services aux consommateurs et entraîné un absentéisme forcé de nombreux cas contacts de malades de la Covid (« pingdemic »). Illustrant cette tendance, le PMI composite de l'institut Markit a chuté en août à 55,3 (contre 59,2 en juillet) et le PMI des services à 55,5 (contre 59,6 en juillet). Le PMI manufacturier reste stable à 60,3 (contre 60,4 en juillet).



### LE CHIFFRE À RETENIR

40%

La hausse de la fraude aux prêts bancaires au RU au T2, qui atteint son plus haut niveau depuis 3 ans.

**L'inflation a ralenti à 2 % en juillet, contre 2,5 % en juin** – L'inflation sous-jacente a également diminué pour s'établir à 1,8 % en juillet contre 2,3 % en juin. Ce ralentissement marqué s'explique principalement par un effet de base, alors que les prix avaient augmenté en juillet 2020 en raison de la réouverture de l'économie après le premier confinement. En glissement annuel, la croissance des prix vestimentaires a ralenti à 1,7 % en juillet (contre 3 % en juin) et celle des biens et services de divertissement à 0,7 % (contre 2,1 % en juin). En revanche, les prix des voitures d'occasion ont augmenté de 14,4 % (contre 5,6 % en juin). L'inflation devrait rebondir dès le mois prochain sous l'impulsion d'effets de base : JP Morgan l'attend à 2,7 % et Panthéon Macroeconomics à 2,9 %. D'ici la fin de l'année, l'inflation pourrait atteindre 4 % selon la Banque d'Angleterre, en raison de phénomènes de pénurie (produits et main d'œuvre) et une hausse des prix de l'énergie de 10 % en octobre programmée par le régulateur Ofgem.

**Le taux de chômage a diminué à 4,7 % en juin contre 4,8 % en mai** – Le marché du travail a poursuivi son redressement au deuxième trimestre, avec une hausse de 95 000 personnes en emploi. Selon les données du système de prélèvement de l'impôt à la source (« PAYE »), le nombre d'employés aurait augmenté de 182 000 en juillet, dans un contexte d'extinction progressive du dispositif de chômage partiel d'ici fin septembre. Le nombre d'employés atteindrait donc 28,9 millions en juillet, en recul de 201 000 personnes par rapport à la situation pré-pandémie. De mai à juillet, le nombre de postes vacants s'est établi à 953 000, supérieur de 168 000 par rapport à mars 2020, et illustre les tensions sur le marché de l'emploi, particulièrement dans les secteurs du divertissement, de l'hôtellerie-restauration et du transport. Les salaires moyens hebdomadaires ont augmenté de 8,8 % en juillet en glissement annuel, contre 7,4 % en juin, toujours en raison d'effets de composition et de base.

**Les ventes au détail se sont contractées de 2,5 % en glissement mensuel en juillet** – La croissance des ventes au détail en glissement annuel s'établit à 2,5 % en juillet, contre 9,2 % en juin. Ce

ralentissement prononcé s'explique par la hausse des contaminations au Covid-19, qui a probablement conduit certains consommateurs à limiter leurs déplacements dans les centres commerciaux. Les ventes non-alimentaires en magasin ont chuté de 4,4 % en glissement mensuel, qui pourraient également avoir souffert des retards observés sur les chaînes logistiques. Les ventes alimentaires en magasin se sont contractées de 1,5 % en juillet. Les ventes en ligne ont, elles, marginalement augmenté, de 0,4 % en glissement mensuel. Les ventes au détail devraient rester stables en août ; les données bancaires de la Banque d'Angleterre reflétant un niveau de dépenses similaires en juillet et en août, tandis que la confiance des consommateurs reste basse (indicateur GfK à -8 en août après -7 en juillet).

**Le déficit public devrait être moins important qu'anticipé par l'Office for Budget Responsibility** – L'emprunt net du gouvernement a atteint 10,4 Md£ en juillet, contre un niveau de 15,6 Md£ prévu par l'Office for Budget Responsibility (OBR). Cela s'explique principalement par de meilleures recettes, stimulées par une croissance économique plus forte que prévue par l'OBR lors de ses prévisions de mars. Si le déficit continue de rester inférieur à 25 % aux prévisions de l'OBR, il atteindrait 175,3 Md£ sur l'année budgétaire 2021-22, soit une économie de 58 Md£ par rapport aux anticipations de l'OBR. Cependant, selon Pantheon Macroeconomics, la différence entre le déficit prévu et le déficit réalisé devrait diminuer sur les prochains mois en raison d'un ralentissement de la croissance du PIB, de la disparition du dispositif de chômage partiel qui avait été moins utilisé qu'attendu, ainsi que des paiements d'intérêts sur la dette souveraine qui ont augmenté en raison de l'inflation. Le déficit atteindrait alors 200 Md£ pour 2021-22, soit une amélioration de plus de 30 Md£. Les prochaines prévisions de l'OBR seront publiées le 27 octobre, en amont de l'exercice de revue des dépenses du Chancelier.

## Actualité commerce & investissement

**Le Royaume-Uni est devenu un partenaire de dialogue de l'ASEAN** – Selon les autorités britanniques, ce partenariat a pour objectif de renforcer la coopération entre le Royaume-Uni et les dix Etats membres de l'ASEAN sur différentes thématiques telles que le commerce, les investissements, l'environnement, le changement climatique, l'éducation ainsi que les sciences et les technologies. Lors de la cérémonie virtuelle, en août dernier, officialisant le statut de partenaire du Royaume-Uni, le Ministre des affaires étrangères Dominic Raab a considéré qu'il s'agissait d'un « moment historique » au vu des opportunités que ce partenariat offrirait au Royaume-Uni. Pour mémoire, l'Union européenne est également un partenaire du dialogue depuis 1977. Sur le volet commercial, en parallèle de la procédure d'adhésion au CPTPP, ce partenariat ne fait que réaffirmer la volonté d'accroître les relations commerciales avec le bassin Indopacifique. Au total, les échanges de biens et services entre l'ASEAN et le Royaume-Uni se sont élevés à 36,4 Md£ au cours des quatre trimestres précédant le troisième trimestre 2020.

**La Ministre au commerce international souhaite une conclusion des négociations sur le processus d'adhésion du Royaume-Uni au CPTPP d'ici la fin de l'année 2022** – Dans une interview accordée au [FT](#), E. Truss a jugé cette négociation comme « la priorité immédiate » du gouvernement dans le cadre de la stratégie *Global Britain*, considérant qu'un accord avec le bloc pourrait faire bénéficier les opérateurs britanniques de la croissance économique « considérable » de la région Asie-Pacifique. A l'appui, elle argue que « l'UE représentera une proportion plus faible de l'économie mondiale dans 20 ou 30 ans et que les pays comme le Vietnam ou la Malaisie, qui font partie du CPTPP, en représenteront une part plus importante ». S'agissant de l'agenda des

négociations commerciales, le DIT a pour ambition de conclure un accord avec la Nouvelle-Zélande dans les prochains jours, et prévoit de débiter des négociations bilatérales avec le Canada et le Mexique (également membres du CPTPP) pour améliorer les accords de continuité déjà en place. Sur le long-terme, la ministre réitère son souhait de négocier un accord avec les Etats-Unis et l'Inde.

**Boris Johnson a annoncé la semaine dernière la nomination de 10 nouveaux délégués commerciaux (« Trade Envoys »)** – Ces derniers ont pour mission de promouvoir les échanges commerciaux et les investissements directs étrangers entre le Royaume-Uni et certains Etats tiers. Le Royaume-Uni comptera désormais 36 délégués commerciaux couvrant près de 76 pays. Ces délégués non-rémunérés sont des parlementaires issus de l'une des deux chambres, *a priori* sans considération du groupe politique d'appartenance. Parmi les nouveaux délégués, on observe des personnalités hétéroclites telles que l'ancien joueur de cricket Ian Botham nommé pour l'Australie, l'ancienne députée travailliste Kate Hoey siégeant à présent en tant que parlementaire non-affiliée à la Chambre des Lords nommée pour le Ghana, ou encore l'ancien Secrétaire d'Etat conservateur pour l'Ecosse David Mundell nommé pour la Nouvelle-Zélande.

**Le gouvernement publie des lignes directrices sur la préparation des acteurs économiques aux exigences du *National Security and Investment Act (NSIA)*** – Cette loi, instaurant un nouveau régime de filtrage des investissements étrangers et ayant reçu le sceau royal fin avril, entrera en application à partir du 4 janvier 2022. Afin d'aider les entreprises à se préparer aux nouvelles exigences du régime, le gouvernement a publié le 20 juillet [des lignes directrices](#). De plus, la nouvelle unité pour la sécurité des investissements, créée au sein du *Department for Business, Energy, and Industrial Strategy* (BEIS) afin de mettre en application le nouveau régime, fournira un point de contact unique aux entreprises souhaitant disposer d'éléments explicatifs sur la loi et notifier les transactions au gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement a publié [un projet de texte réglementaire](#)



détaillant les 17 secteurs jugés critiques pour lesquels il existera une obligation de notification.

**Le *Department for International Trade* (DIT) a publié la semaine dernière un rapport sur les investissements étrangers pour l'année 2020/21 (« *Inward Investment Report* »)** – Selon ce dernier, alors que les projections prédisaient une chute des investissements étrangers d'environ 45% en 2020 en raison de la pandémie Covid-19, la contraction s'est limitée à 17%. A cet égard, plusieurs investissements d'envergure sont mis en exergue tels que l'investissement estimé à 1Md£ de Nissan dans la construction d'une *gigafactory* à Sunderland ou encore l'engagement de General Fusion en vue de la construction et l'exploitation d'un démonstrateur. Par ailleurs, le rapport présente les bénéfices des investissements étrangers pour répondre aux objectifs de *Global Britain*, mais également de l'agenda du *levelling-up* ou de la transition énergétique avec le *Ten Point Plan*. S'agissant du volet commercial, il est fait état des bénéfices des accords de libre-échange dans le cadre de la promotion des investissements étrangers, citant les opportunités futures de l'accord avec l'Australie et d'une adhésion au CPTPP. Par la même occasion, le DIT a annoncé le soutien officiel de Barclays pour le *Global Investment Summit* (GIS) prévu le 19 octobre, en amont de la COP26.

**Une étude publiée par le think-tank UKTPO souligne les difficultés posées par les règles d'origine pour certains exportateurs** – Pour rappel, les règles d'origine établissent des critères permettant de déterminer la provenance géographique des marchandises, et par conséquent, le régime douanier applicable. Entre 27,4% et 33,3% des exportations britanniques vers le marché unique ont été soumises à des tarifs douaniers, entre janvier et avril 2021, alors que celles-ci auraient pu bénéficier de droits de douane nuls en vertu de l'Accord de commerce et coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (ACC). L'étude estime que certains exportateurs renoncent à engager les coûts administratifs associés à la démonstration de l'origine de leurs

marchandises, notamment dans l'industrie du textile.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**La FCA a publié une troisième consultation sur le nouveau régime prudentiel pour les entreprises d'investissement britanniques** – Le *UK Investment Firm Prudential Regime* (IFPR) a pour objectif d'introduire un régime unique et proportionné reflétant la taille et l'activité des entreprises d'investissement (EI) réglementées par la FCA. Il devrait contribuer à améliorer la concurrence entre les entreprises et à simplifier les démarches pour les nouveaux entrants. Cette troisième et dernière consultation porte sur les questions de divulgation, de fonds propres, de standards techniques, et du régime de résolution britannique (les EI sont exemptés du régime de résolution ; un cadre ad hoc a été mis en place). La consultation se terminera le 17 septembre 2021.

### 2 Banques et Assurances

**Les banques d'investissement britanniques plaideraient pour la fin du plafonnement des bonus** – Selon la presse financière, les établissements financiers britanniques feraient pression auprès des autorités pour que ce plafond, mis en place dans la réglementation européenne après la crise financière de 2008 (limitant les bonus à deux fois le salaire fixe), soit supprimé cette année dans le cadre des réformes destinées à renforcer l'attractivité de la City de Londres. La question a notamment été soulevée lors d'une table ronde virtuelle sur les services financiers le 7 juin dernier, à laquelle ont participé le premier ministre, le chancelier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Même si

ce dispositif avait été fortement combattu par le gouvernement britannique au moment des négociations européennes, le Chancelier se refuse pour l'instant à soutenir sa suppression, craignant qu'elle ne soit politiquement impopulaire. Pour les régulateurs et superviseurs (*Prudential Regulation Authority* et Banque d'Angleterre), une telle réforme n'est pas « prioritaire ».

**Les banques britanniques investissent le secteur de la construction locative** – Les entreprises de "construction pour la location" exploitent un portefeuille d'appartements résidentiels construits spécifiquement pour être loués. Alors qu'il n'existait pratiquement pas au Royaume-Uni il y a dix ans, l'investissement dans la construction locative a atteint 3,5 Mds£ en 2020, un pic malgré la pandémie. La croissance du secteur s'est progressivement accélérée depuis qu'un rapport commandé par le gouvernement lui a apporté son soutien en 2012. Ayant fait preuve de résilience pendant la pandémie de Covid-19 et profitant de la pénurie chronique de logements, ainsi que de l'augmentation de la population urbaine au Royaume-Uni, le secteur attire les grandes entreprises, dont la banque britannique Lloyds est la dernière en date. Cette dernière a créé sa propre marque de location de logements privés, *Citra Living*, et a établi des plans de croissance ambitieux, avec l'objectif de devenir propriétaire de 50 000 logements au cours de la prochaine décennie – ce qui en ferait le plus grand propriétaire de logements locatifs du Royaume-Uni. Des investisseurs étrangers, dont le groupe immobilier américain Greystar et la banque Goldman Sachs, font également des incursions dans ce secteur.

ses audits de Carillion pour l'exercice clos en décembre 2016, et de Regeneris, un autre sous-traitant, pour l'exercice clos en juin 2014. La [décision](#) du FRC de déposer une plainte formelle et de procéder à une audience devant un tribunal indique qu'il n'a pas été possible de parvenir à un accord avec la société ou les personnes accusées de malversations. L'affaire doit être entendue par un tribunal disciplinaire en janvier 2022.

**Les quatre grands cabinets s'opposent au projet de partage des audits avec leurs rivaux plus petits** – Les *Big Four* refusent de soutenir le projet gouvernemental, qui cherche à affaiblir leur domination sur le marché britannique de l'audit et à aider les petites entreprises à renforcer leurs capacités et être plus compétitives. Le projet prévoit ainsi d'exiger des entreprises du FTSE 350 qu'elles désignent un cabinet comptable plus petit pour réaliser une "proportion significative" de leurs audits. Cependant, d'après leurs réponses à la consultation gouvernementale, Deloitte, EY et PwC sont tous opposés aux audits partagés. Pour KPMG, il n'y a pas de preuve que la mesure améliorerait la qualité de l'audit. Pour Deloitte et EY, une meilleure solution consisterait à plafonner le nombre d'audits de sociétés du FTSE qu'un seul cabinet pourrait réaliser, une option également soutenue par BDO, le plus grand challenger des grands cabinets. Pour Deloitte, les audits partagés créeraient des difficultés pratiques et dissuaderaient les sociétés de s'inscrire à la cote au Royaume-Uni.

### 3 Audit

**Le *Financial Reporting Council* (FRC) a déposé une plainte officielle contre KPMG concernant l'audit de Carillion** – Le cabinet KPMG devra faire face à un tribunal disciplinaire consécutivement à des accusations selon lesquelles il aurait fourni des informations fausses ou trompeuses au régulateur comptable britannique concernant



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Emma Cervantes, Jeanne Louffar, et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)